

“Kabila ne peut être l'arbitre”

RD Congo Pour Félix Tshisekedi, “le clan présidentiel a tout fait pour tuer l'accord de la Saint-Sylvestre”.

Entretien Hubert Leclercq

Félix Tshisekedi, le fils du leader de l'opposition décédé le 1^{er} février dernier à Bruxelles, est pressenti par le Rassemblement de l'opposition comme le futur Premier ministre du gouvernement de large ouverture devant amener la République démocratique du Congo à la présidentielle. Un gouvernement qui n'a toujours pas vu le jour, la majorité du président Kabila ayant notamment refusé que son leader se voie contraint de nommer ce Premier ministre présenté par le Rassemblement de l'opposition, sans avoir un droit de regard.

Etes-vous toujours candidat au poste de Premier ministre ?

Je n'ai jamais été candidat. Ce sont les amis du Rassemblement qui ont voulu que ce soit moi et je l'accepte. Mais, en même temps, je n'en fais pas un problème personnel. Aujourd'hui, le vrai combat est celui de la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre.

Vous croyez toujours dans l'application de cet accord ?

On n'a pas le choix. Et nous avons été réconfortés par la résolution 2348 qui vient d'être votée aux Nations unies. Une résolution qui insiste pour la mise en œuvre de cet accord. Pas pour faire plaisir à l'un ou à l'autre mais parce que ce texte est le seul élément qui donne un peu de légitimité aux acteurs que nous sommes pour mener la transition et aller vers l'alternance.

Qu'est-ce qui bloque ?

Le clan Kabila. Il a tout fait pour tuer cet accord.

Le président Kabila consulte pour l'instant les acteurs politiques, vous n'en êtes pas ?

Ces consultations, c'est encore de la poudre aux yeux. L'accord de la Saint-Sylvestre est limpide. Les négociations doivent se dérouler entre le clan de Kabila et le Rassemblement de l'opposition. Le reste est sans valeur.

Et si cet accord n'est pas appliqué ?

Ce sera le chaos. Je n'en veux pas. Les Congolais ont suffisamment souffert. Le Rassemblement a adopté des positions très constructives mais nous avons en face de nous des gens qui ne veulent rien entendre et sont prêts à toutes les folies pour conserver leur pouvoir. Kabila veut se présenter en arbitre alors qu'il est la cause du problème.

Vous avez annoncé dimanche que la dépouille de votre père serait finalement inhumée au Kasai...

J'ai discuté à plusieurs reprises avec le ministre de l'Intérieur qui laissait entendre qu'on pouvait avancer sur ce dossier et finalement, il n'a jamais rien fait. Il m'a baladé. Il a baladé l'UDPS. Il s'est moqué de mon père. On a donc décidé qu'il serait enterré chez lui, au Kasai. Nous allons demander l'assistance de la Monusco et nous demanderons à nos combattants de l'UDPS de veiller à ce que l'hommage au président ne soit pas terni par des excès en tous genres.

Le Kasai est secoué par de terribles violences...

Le Kasai est très grand et Mbuji May, où mon père sera enterré au mois d'avril, est relativement épargné par ses violences. Mais ce qui se passe ailleurs au Kasai est absolument inadmissible et démontre au moins la faiblesse du pouvoir de l'Etat, si pas sa volonté de mettre le feu au pays entier. Et ce qui se passe au Kasai, se déroule aussi dans d'autres provinces. Le pouvoir a abandonné le Congo, il sème la mort et la misère. Le président de la République est censé être le garant du respect de la Constitution. Mais Joseph Kabila la foule aux pieds jour après jour. Il n'y a aucun respect ni pour le texte, ni pour la vie des Congolais.

Sauver l'UDPS du chaos

Privée de président par la mort à Bruxelles, le 1^{er} février, d'Etienne Tshisekedi, et presque dépourvue des moyens légaux de le remplacer en raison du non-respect de ses propres statuts, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, principal parti d'opposition au Congo-Kinshasa) est plongée dans le chaos. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir un des fils du défunt, Félix Tshisekedi, diriger le Rassemblement d'opposition – coalition de

plusieurs partis – au nom de l'UDPS, alors qu'il n'est légalement pas le chef de celle-ci.

Un mouvement dans ce sens pourrait se dessiner.

En effet, le secrétaire général honoraire du parti, Jacquemain Shabani, et quatre secrétaires généraux adjoints honoraires ont publié un communiqué daté du 25 mars proposant un “conclave” pour “surmonter nos divergences et examiner quelles convergences sont possibles en vue d'un Pacte pour une gestion transitoire consensuelle du parti, visant notamment à rassembler pour organiser le congrès de l'unité et faire face aux défis et enjeux futurs”.

Se réconcilier et régulariser

Ce pacte serait “un plan de réconciliation”, visant à “un engagement politique”, “une réponse à l'appel pres-

sant de la base” et la construction d’“une alternative politique crédible” en vue des prochaines élections. La présidentielle doit avoir lieu avant la fin 2017, selon les accords de la Saint-Sylvestre signés par la majorité présidentielle et l'opposition en vue de baliser la transition après la fin du dernier mandat légal du président Joseph Kabila, le 20 décembre 2016.

Les signataires proposent, après le conclave, la mise sur pied d'organes de transition devant “conduire le parti au congrès” et l'organisation de celui-ci. La “priorité” doit être “une véritable politique de changement” et “la préparation aux élections” diverses.

“Divisé, le parti n'a aucune chance de conserver sa place de leader”, soulignent les signataires, pour qui “la fragilité de l'UDPS peut entraîner un véritable séisme aux conséquences politiques insoupçonnées”.

MFC